

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne

Unité territoriale : Côte-d'Or

Subdivision : 21-1

Nom de l'inspecteur : R. MORGE

Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 02/11/2010

Date de l'inspection : 09/11/2010

Type d'inspection :

☒ approfondie

ou ☐ courante

ou ☐ ponctuelle

☐ inopinée

ou ☒ annoncée

☒ planifiée

ou ☐ circonstancielle

Motif de la planification : Plan de contrôle des installations classées

Société : Société STPI

Commune : Vonges

Activité : Application de peinture

AUTORISATION

Priorité : à enjeux

Liste des installations inspectées : Établissement

Thème : Suivi des rejets atmosphériques - Sécurité

Référentiel de l'inspection : Arrêté préfectoral du 30 juin 2008

Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection :

M. THOMAS - Président

Mme Céline MARIE - Responsable QSE

M. GOARANT - Consultant (Sté AGMS)

Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection :

L'établissement, ancienne entité de la société SNPE transférée en 1994 à STPI (Société Thomas Peinture industrielle) est spécialisé dans le laquage industriel de pièces plastiques ou métalliques et de pièces forgées. Les activités de peintures ont été autorisées au titre de la législation des installations classées en 1992. L'établissement a fait l'objet, après enquête publique, d'un arrêté de régularisation le 30 juin 2008. Les activités ont peu évolué depuis ce dernier arrêté. L'atelier de tampographie (installation visée par la rubrique 2565.2.b) est actuellement à l'arrêt.

Les équipements industriels (cabine de peinture, tunnel de séchage, locaux de préparation des peintures et des pièces, stockages...) sont placés dans des bâtiments anciens, ce qui donne une impression d'encombrement. Une gestion documentaire informatique efficace a été mise en place, mais l'inspection a mis en évidence des progrès à accomplir dans ce domaine (consignes à établir, traçage des opérations de maintenance...). Par ailleurs, la prévention de la pollution accidentelle des eaux est revoir.

Ces points sont détaillés ci-après.

Non-conformités

- Article 7.5 : Prévention des pollutions accidentelles

Les dispositions de l'article 7.5 (points 7.5.1, 7.5.2 et 7.5.3) ne sont pas respectées : L'exploitant devra établir les consignes sur les vérifications à effectuer pour s'assurer de l'étanchéité des dispositifs de rétention, mettre en place l'étiquetage des fûts de produits contenant des déchets, et placer sur rétention les stockages de produits liquides, solvants et déchets susceptibles de provoquer une pollution des eaux et du sol.

Observations

- Article 3.2.4 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques (mise en place d'une SME)
Il est demandé à l'exploitant de transmettre le SME à la DREAL.
- Article 3.2.5 : Valeurs limites des flux de polluants rejetés
Il est demandé à l'exploitant de transmettre annuellement le plan de gestion des solvants à l'inspection des installations classées.

L'exploitant justifiera que les valeurs imposant une surveillance permanente des émissions (flux horaire de COV précisés dans l'article 3.2.5) ne sont pas atteintes.

- Article 9.2.1 : Auto-surveillance des rejets atmosphériques

L'exploitant transmettra à l'inspection tous les ans les plans de gestion de solvant "COVNM" et "COV spécifiques".

Il fournira le dernier bilan matière HFC, PFC.

- Article 7.1 : Plan de secours

Le plan de secours doit être complété : il convient de rajouter les bornes incendie sur le plan et de compléter les mesures à prendre en cas d'alerte chez Titanobel.

- Article 7.2.4 : Protection contre la foudre

Il est noté que l'analyse du risque foudre est en commande et devrait être réalisée pour la fin de l'année.

- Article 7.3 : Gestion des opérations portant sur des substances pouvant présenter des dangers (consignes)

Il est rappelé que les consignes doivent indiquer "l'interdiction d'apporter du feu dans les zones de dangers"

- Article 7.4.1 : Liste de mesures de maîtrise des risques

L'exploitant devra établir la liste des mesures de maîtrise des risques et tracer les opérations de maintenance

- Article 7.4.2 : Surveillance et détection des zones pouvant être à l'origine de risques

L'établissement ne dispose plus de dispositif de détection de LIE en état de marche (non nécessaire selon l'exploitant). L'exploitant devra justifier que les dispositions de l'article 7.4.2 ne sont pas nécessaires et il devra en conséquence demander une modification de son arrêté sur ce point.

- Article 7.6 : Moyens d'intervention

La rampe de noyage par vapeur devra faire l'objet de vérifications ou de tests tracés par l'exploitant.

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place une convention avec Titanobel pour assurer la disponibilité des trois bornes incendie alimentées par le réseau Titanobel.

L'exploitant devra établir la liste des personnes formant l'équipe de première intervention, définir leurs tâches dans ce domaine et de prévoir le renouvellement de leur formation.

Une procédure est à mettre en place pour, en cas de lutte contre l'incendie, isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu - Il convient de prévoir rapidement, a minima, une vanne de confinement sur les réseaux d'évacuation des eaux.

- Article 8.3.6 : Étuve de cuisson ou séchage de peinture

L'exploitant justifiera l'absence d'explosimètre en état de marche dans les étuves.

- Article 10.1 : Plan d'action

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place les procédures de test, la ventilation en partie basse du local "préparation cattenair" et de fournir les éléments permettant de justifier la non-suppression du soufflage du local.

Suites envisagées :

Lettre à l'exploitant pour lui rappeler les observations relevées lors de l'inspection.

Des suites sont proposées au Préfet

Liste des documents établis suite à la visite :

Transmission au Préfet

Tableau des constats

Lettre à l'exploitant

Dijon, le 15 novembre 2010

L'inspecteur des installations classées,



Rémi MORGE